



FIPP Fondation Internationale
Pénale et Pénitentiaire
IPPF International Penal and
Penitentiary Foundation

IPPF Publications | Publications de la FIPP
Position paper | Prise de position | No. 1

Reducing Reoffending, in Particular by Promoting the United Nations Model Strategies on Reducing Reoffending

Rehabilitation and Social Reintegration Support in Correctional Facilities

Réduire la récidive, notamment en promouvant les Stratégies types des Nations Unies propres à réduire la récidive

Soutien à la réadaptation et à la réinsertion sociale dans les établissements pénitentiaires

POSITION PAPER

PRISE DE POSITION

**Reducing reoffending, in particular by promoting the United Nations Model Strategies on Reducing Reoffending.
Rehabilitation and social reintegration support in correctional facilities**

Réduire la récidive, notamment en promouvant les Stratégies types des Nations Unies propres à réduire la récidive. Soutien à la réadaptation et à la réinsertion sociale dans les établissements pénitentiaires

Published in September 2026 | Publié en septembre 2026

© 2026 International Penal and Penitentiary Foundation | Fondation Internationale Pénale et Pénitentiaire

This position paper draws on the outcomes of the IPPF Colloquium, co-hosted with UNAFEI in Akishima City, Tokyo, October 7-10, 2025, adopted at the General Assembly. Cette prise de position s'appuie sur les résultats du Colloque de la FIPP, co-organisé avec l'UNAFEI à Akishima, Tokyo, 7-10 octobre 2025, adoptés lors de l'Assemblée générale.

Also see | Voir également

IPPF Position paper No. 2. Rehabilitation in the community and non-custodial measures. IPPF Position paper No. 3. Partnerships, community engagement, capacity building and sustainability

Prise de position de la FIPP No. 2. Réadaptation en milieu ouvert et mesures non privatives de liberté. Prise de position de la FIPP No. 3. Partenariats, engagement communautaire, renforcement des capacités et durabilité

Photo Barbican Centre, London UK

Dominik Gryzbon / Pexels



International Penal and Penitentiary Foundation | Fondation Internationale Pénale et Pénitentiaire
www.ippf-fipp.org

IPPF Position Paper

Reducing Reoffending, in particular by promoting the United Nations Model Strategies on Reducing Reoffending

Subtheme (a): Rehabilitation and Social Reintegration Support in Correctional Facilities

The International Penal and Penitentiary Foundation has published three position papers arising out of its 2025 Colloquium, co-hosted by the United Nations Asia and Far East Institute (UNAFEI), at the UNAFEI Headquarters, Akishima City, Tokyo from October 7, 2025 – October 10, 2025. The theme of the Colloquium was “Reducing Reoffending, in particular by promoting United Nations Model Strategies on Reducing Reoffending.”

The Colloquium addressed three subthemes:

- a) Rehabilitation and social reintegration support in correctional facilities;
- b) Rehabilitation in the community and non-custodial measures;
- c) Partnerships, community engagement, capacity building and sustainability.

The Colloquium also resulted in a series of propositions on reducing reoffending, subsequently adopted by the IPPF General Assembly.

Prise de position de la FIPP

Réduire la récidive, notamment en promouvant les Stratégies types des Nations Unies propres à réduire la récidive

Sous-thème (a) : Soutien à la réadaptation et à la réinsertion sociale dans les établissements pénitentiaires

La Fondation Internationale Pénale et Pénitentiaire a publié trois prises de position issues de son Colloque de 2025, coorganisé avec l’Institut des Nations Unies pour l’Asie et l’Extrême-Orient (UNAFEI), au siège de l’UNAFEI, à Akishima, Tokyo, du 7 au 10 octobre 2025. Le thème du Colloque était « Réduire la récidive, notamment en promouvant les Stratégies types des Nations Unies propres à réduire la récidive ».

Le colloque a abordé trois sous-thèmes :

- a) Soutien à la réadaptation et à la réinsertion sociale dans les établissements pénitentiaires ;
- b) Réadaptation en milieu ouvert et mesures non privatives de liberté ;
- c) Partenariats, engagement communautaire, renforcement des capacités et la durabilité.

Le Colloque a également donné lieu à une série de propositions sur la réduction de la récidive, ensuite adoptées par l’Assemblée générale de la FIPP.

This position paper addresses **Subtheme (a): Rehabilitation and Social Reintegration Support in Correctional Facilities**. It draws on the outcomes of the IPPF Colloquium and General Assembly held in October 2025 and three online preparatory meetings held in 2025.

This position paper further relies upon and draws on relevant international standards – particularly the United Nations Model Strategies on Reducing Reoffending (2025) – and comparative research and practice across jurisdictions. It aims to provide a basis for future policy and practice development, advocacy, and cooperation.

This document was authored by Mary Rogan (IE), Celso Manata (PT) and Azamat Shambilov (KZH).

Context

1. United Nations Model Strategies Relating to the Subtheme

The United Nations Model Strategies on Reducing Reoffending (2025) emphasise that imprisonment only contributes to public safety if time in custody is used to prepare individuals for law-abiding lives on release. Strategies of particular relevance include:

- Humane conditions aligned with the Nelson Mandela and Bangkok Rules (Model Strategy 6);
- Constructive family contact as central to reintegration (Model Strategy 7);
- Education, training, healthcare, and work opportunities linked to labour markets (Model Strategy 8);

Cette prise de position porte sur le **sous-thème (a) : Soutien à la réadaptation et à la réinsertion sociale dans les établissements pénitentiaires**. Elle s'appuie sur les résultats du colloque et de l'Assemblée générale de la FIPP qui se sont tenus en octobre 2025, ainsi que sur trois réunions préparatoires en ligne organisées en 2025.

Cette prise de position s'appuie en outre sur les normes internationales pertinentes – en particulier les Stratégies types des Nations Unies propres à réduire la récidive (2025) – ainsi que sur des recherches comparatives et des pratiques issues de différentes juridictions. Elle vise à fournir une base pour l'élaboration future de politiques et de pratiques, le plaidoyer et la coopération.

Ce document a été rédigé par Mary Rogan (IE), Celso Manata (PT) et Azamat Shambilov (KZH).

Contexte

1. Stratégies types des Nations Unies relatives au sous-thème

Les Stratégies types des Nations Unies propres à réduire la récidive (2025) soulignent que l'emprisonnement ne contribue à la sécurité publique que si la période de détention est mise à profit pour préparer les personnes à mener une vie dans le respect de la loi après leur libération. Parmi les stratégies particulièrement pertinentes figurent :

- Des conditions de détention humaines, conformes aux Règles Nelson Mandela et aux Règles de Bangkok (Stratégie type n° 6) ;
- Des contacts constructifs avec la famille, éléments essentiels de la réinsertion sociale (Stratégie type n° 7) ;
- L'éducation, la formation, les soins de santé et les possibilités d'emploi en lien avec le marché du travail (Stratégie type n° 8) ;

- Preparation for release from the point of admission, with continuity of support in housing, health, and employment (Model Strategy 9);
- Individualised, evidence-based, gender- and culture-sensitive rehabilitation programmes (Model Strategy 10).

Rehabilitation and reintegration are most effective when help begins before release and continues in the community. Many countries are now using community sanctions, diversion schemes and structured aftercare to reduce crime. These measures protect the public, keep family links, and cost less than short prison sentences. They do not replace prisons, but they work alongside correctional facilities to give people real chances to build stable lives.

2. Key Challenges to Implementation

Despite strong international standards, growing evidence of effectiveness, and even policy commitments, significant challenges are seen across the world in implementing rehabilitative measures in prisons. Key barriers include:

1. Overcrowding is pernicious and a widespread problem, visible in multiple countries. Overcrowding is a major impediment to the implementation of rehabilitative programmes;
2. The use of short sentences is a factor placing pressure on prison systems, and are inimical to rehabilitation;

- Une préparation à la libération dès l'admission, avec une continuité de l'accompagnement en matière de logement, de santé et d'emploi (Stratégie type n° 9) ;
- Des programmes de réadaptation individualisés, fondés sur des données probantes et tenant compte des spécificités de genre et culturelles (Stratégie type n° 10).

La réadaptation et la réinsertion sociale sont plus efficaces lorsque l'accompagnement commence avant la libération et se poursuit dans la communauté. De nombreux pays ont désormais recours à des sanctions en milieu ouvert, à des programmes de déjudiciarisation et à un accompagnement structuré après la libération afin de réduire la criminalité. Ces mesures contribuent à la protection de la société, préservent les liens familiaux et coûtent moins cher que les peines d'emprisonnement de courte durée. Elles ne remplacent pas l'emprisonnement, mais le complètent en offrant aux personnes de réelles possibilités de construire une vie stable.

2. Principaux défis liés à la mise en œuvre

Malgré des normes internationales solides, des données de plus en plus nombreuses attestant de l'efficacité de ces mesures et même des engagements politiques, la mise en œuvre de mesures de réadaptation en milieu carcéral se heurte à d'importants obstacles dans le monde entier. Les principaux obstacles sont notamment les suivants :

1. La surpopulation carcérale est un problème grave et généralisé, observable dans de nombreux pays. Elle constitue un obstacle majeur à la mise en œuvre des programmes de réadaptation ;
2. Le recours aux peines d'emprisonnement de courte durée exerce une pression sur les systèmes pénitentiaires et est préjudiciable à la réadaptation ;

3. Allied to this, budget cuts and staff shortages, evidenced in Finland and Austria, mean fewer resources and opportunities for rehabilitation and reintegration planning and preparation, with particular concern that budgets are allocated based on administrative needs rather than therapeutic or risk needs. In Kazakhstan, a recent national study found that six in ten prisoners leave custody without work skills or basic life competences.
 4. Staff well-being is also an important consideration. Effective rehabilitation depends not only on adequate staffing levels, but also on the capacity, working conditions and well-being of prison and probation staff. Under-resourcing, occupational stress and insufficient professional support can limit staff capacity to engage constructively with prisoners and deliver rehabilitative interventions. Experiences discussed from New Zealand and Costa Rica highlighted the relationship between adequate resources, staffing capacity and the effective delivery of rehabilitation.
 5. Reoffending rates following imprisonment are high in many countries, especially in the first year, with evidence coming from Poland, England and Wales and elsewhere;
 6. Penal populism and reactive criminal justice policy can also impede the development of effective rehabilitation and alternatives to imprisonment. Discussions concerning Poland and Austria highlighted the importance of basing criminal justice policy on research and evidence, alongside effective communication with the public about the purpose and effectiveness of rehabilitation and reintegration.
3. À cela s'ajoutent les coupes budgétaires et les pénuries de personnel, observées notamment en Finlande et en Autriche, qui réduisent les ressources et les possibilités consacrées à la planification et à la préparation de la réadaptation et de la réinsertion sociale. Une préoccupation particulière tient au fait que les budgets sont alloués en fonction des besoins administratifs plutôt que des besoins thérapeutiques ou liés aux risques. Au Kazakhstan, une étude nationale récente a révélé que six personnes détenues sur dix quittent la détention sans compétences professionnelles ni compétences de base nécessaires à la vie quotidienne.
 4. Le bien-être du personnel est également un aspect important à prendre en compte. L'efficacité de la réadaptation dépend non seulement d'effectifs suffisants, mais aussi des capacités, des conditions de travail et du bien-être du personnel pénitentiaire et des agents de probation. Le manque de ressources, le stress professionnel et un soutien professionnel insuffisant peuvent limiter la capacité du personnel à interagir de manière constructive avec les personnes détenues et à mettre en œuvre des interventions de réadaptation. Les expériences présentées en Nouvelle-Zélande et au Costa Rica ont mis en évidence le lien entre des ressources adéquates, les capacités en personnel et la mise en œuvre efficace de la réadaptation .
 5. Les taux de récidive après une période d'incarcération sont élevés dans de nombreux pays, en particulier au cours de la première année, comme le montrent notamment des données provenant de Pologne, d'Angleterre et du Pays de Galles, ainsi que d'ailleurs ;
 6. Le populisme pénal et les politiques réactives en matière de justice pénale peuvent également entraver le développement de mesures de réadaptation efficaces et de solutions alternatives à l'incarcération. Les discussions concernant la Pologne et l'Autriche ont souligné l'importance de fonder les politiques de justice pénale sur la recherche et les données probantes, parallèlement à une communication efficace avec le public sur l'objectif et l'efficacité de la réadaptation et de la réinsertion sociale.

- | | |
|--|---|
| <p>7. The political climate may prefer imprisonment as a tool, with evidence of this even from Finland, where such matters were traditionally not issues for politicisation;</p> <p>8. Public confidence in community sanctions can be low;</p> <p>9. Probation capacity is limited in many countries, with high caseloads and problems recruiting staff. Continuity of care is often weak: gaps in housing, health care and employment support make it hard for people to succeed after release;</p> <p>10. Foreign nationals face extra barriers because of language and immigration status, with evidence of this reported in Finland, Austria, England and Wales, and Ireland, and elsewhere;</p> <p>11. Prison systems also need to recognise the cultural, linguistic and social backgrounds of prisoners. Experience discussed from New Zealand highlighted the importance of culturally responsive prison management and rehabilitation, while discussions concerning the MENA region emphasised the particular vulnerabilities of foreign national prisoners;</p> <p>12. There are serious gaps in data collection, publication and evaluation concerning community sanctions, with evidence of this in Ireland;</p> <p>13. Restrictive practices such as limiting visits or phone calls, and lack of contact with family and the community inhibits reintegration;</p> | <p>7. Le climat politique peut favoriser le recours à l'emprisonnement comme outil, comme en témoignent même des données provenant de Finlande, où ces questions n'étaient traditionnellement pas politisées ;</p> <p>8. La confiance du public dans les sanctions en milieu ouvert peut être faible ;</p> <p>9. Les capacités des services de probation sont limitées dans de nombreux pays, en raison d'une charge de travail importante et de difficultés à recruter du personnel. La continuité de l'accompagnement est souvent insuffisante : des lacunes en matière de logement, de soins de santé et de soutien à l'emploi rendent difficile le succès des personnes après leur libération ;</p> <p>10. Les personnes de nationalité étrangères se heurtent à des obstacles supplémentaires liés à la langue et à leur statut migratoire, comme en témoignent des données provenant notamment de Finlande, d'Autriche, d'Angleterre et du Pays de Galles, ainsi que d'Irlande et d'ailleurs ;</p> <p>11. Les systèmes pénitentiaires doivent également tenir compte des origines culturelles, linguistiques et sociales des personnes détenues. Les expériences présentées en Nouvelle-Zélande ont mis en évidence l'importance d'une gestion pénitentiaire et d'une réadaptation adaptées à la culture des personnes détenues, tandis que les débats concernant la région MENA ont souligné les vulnérabilités particulières des personnes détenues de nationalité étrangère ;</p> <p>12. Il existe d'importantes lacunes dans la collecte de données, la publication et l'évaluation des sanctions en milieu ouvert, comme en témoignent des exemples en Irlande ;</p> <p>13. Les pratiques restrictives, telles que la limitation des visites ou des appels téléphoniques, ainsi que le manque de contacts avec la famille et la communauté, entravent la réinsertion sociale ;</p> |
|--|---|

14. In some countries, placement far from home can be a major barrier to maintaining family contacts, crucial for preparation for release;
15. Weak coordination between criminal justice institutions and other relevant services can further undermine rehabilitation and continuity of support. Effective reintegration may require coordinated engagement between prison and probation services, courts, prosecutors, health and social services, employment authorities and civil society organisations. Corruption, weak accountability and deficiencies in prison governance can also undermine rehabilitative efforts and public trust in the justice system.

3. Promising Examples and Innovations in Law, Policy, and Practice

International research and practice-based evidence demonstrate that rehabilitation programmes can successfully promote rehabilitation, and that evaluated, evidence-based programmes can be effective. This is particularly the case for programmes addressing substance abuse.

Despite these challenges, a wide range of promising practices demonstrate the potential of community-based sanctions and rehabilitation. Overall, it can be concluded that:

1. Short prison sentences do not work well. People who serve very short terms are more likely to reoffend than those placed on probation or community service.

14. Dans certains pays, le placement loin du domicile peut constituer un obstacle majeur au maintien des liens familiaux, qui sont essentiels à la préparation de la libération ;
15. Une coordination insuffisante entre les institutions de justice pénale et les autres services concernés peut compromettre davantage la réadaptation et la continuité de l'accompagnement. Une réinsertion sociale efficace peut nécessiter une collaboration coordonnée entre les services pénitentiaires et de probation, les tribunaux, les ministères publics, les services de santé et les services sociaux, les services de l'emploi et les organisations de la société civile. La corruption, la faiblesse des mécanismes de reporting et les défaillances dans la gouvernance pénitentiaire peuvent également nuire aux efforts de réadaptation et à la confiance du public dans le système judiciaire.

3. Exemples prometteurs et innovations en matière de droit, de politique et de pratique

Les recherches internationales et les données issues de la pratique montrent que les programmes de réadaptation peuvent favoriser efficacement la réadaptation, et que les programmes évalués et fondés sur des données probantes peuvent être efficaces. C'est particulièrement le cas des programmes qui ciblent les problèmes liés à l'abus de substances.

Malgré ces défis, un large éventail de pratiques prometteuses montre le potentiel des sanctions en milieu ouvert et de la réadaptation. Dans l'ensemble, on peut conclure que :

1. Les peines de prison de courte durée sont peu efficaces. Les personnes qui purgent des peines très courtes sont davantage susceptibles de récidiver que celles placées sous mandat de probation ou astreintes à du travail d'intérêt général.

2. Diversion reduces harm. When police or prosecutors use mediation or conditional cautions instead of court, people can avoid a criminal record and stay connected to work and family.
3. Structured community orders are effective. Probation and community service lower reoffending when the plan follows the person's risks and needs and includes training or treatment.

Particular examples of promising practices are found below:

ASIA

- **Japan:** The *Hogoshi* volunteers provide a strong and vital link to the community to prepare for release and to support a person through release and beyond.
- Discussions also highlighted the potential contribution of green spaces, access to nature and environmentally sustainable activities to prisoner well-being and rehabilitation, as well as opportunities to develop skills relevant to emerging areas of environmentally sustainable employment.
- **Tajikistan:** The State Strategy on Prison Reform and a national rehabilitation programme both include non-custodial measures as part of reintegration planning.

EUROPE

- **England and Wales:** Courts still use many short prison sentences, even though reoffending rates are high. Probation services run "Community Payback," which requires 14-300 hours of supervised unpaid work.

2. La déjudiciarisation réduit les conséquences préjudiciables. Lorsque la police ou les procureur·e·s recourent à la médiation ou à des avertissements assortis de conditions plutôt que de saisir un tribunal, les personnes concernées peuvent éviter l'inscription d'une condamnation au casier judiciaire et préserver des liens avec leur travail et leur famille.
3. Les sanctions structurées en milieu ouvert sont efficaces. La probation et le travail d'intérêt général réduisent la récidive lorsque le programme tient compte des risques et des besoins de la personne et comprend une formation ou un traitement.

Plusieurs exemples de pratiques prometteuses sont présentés ci-après :

ASIE

- **Japon :** Les bénévoles *Hogoshi* constituent un lien solide et essentiel avec la communauté pour préparer la libération et accompagner la personne au moment de sa libération et au-delà.
- Les discussions ont également mis en évidence la contribution potentielle des espaces verts, de l'accès à la nature et des activités respectueuses de l'environnement au bien-être et à la réadaptation des personnes détenues, ainsi que les possibilités de développer des compétences adaptées aux nouveaux secteurs d'emploi respectueux de l'environnement.
- **Tadjikistan :** La stratégie nationale de réforme pénitentiaire et le programme national de réadaptation prévoient tous deux des mesures non privatives de liberté dans le cadre de la planification de la réinsertion sociale.

EUROPE

- **Angleterre et Pays de Galles :** Les tribunaux continuent de prononcer de nombreuses peines d'emprisonnement de courte durée, alors même que les taux de récidive sont élevés. Les services de probation gèrent le programme « Community Payback », qui impose entre 14 et 300 heures de travail d'intérêt général assorti d'une surveillance.

Diversion schemes exist at the prosecution stage, but increasing numbers of people are recalled to prison or held on remand, putting pressure on community sanctions.

- **Ireland:** “Community Return” programme combining early release with community service has been another promising strategy with more limited use in recent times. Probation has existed for more than a century. Community service is a full legal alternative to prison, but recruiting and keeping staff is difficult, and there are many challenges for it to be imposed. Judicial continuous professional development and education was also identified as an important practice. Experience in Ireland has included opportunities for judges to visit prisons as part of judicial education, helping to strengthen understanding of prison conditions, the practical implementation of sentencing decisions and the realities of rehabilitation.
- **Lithuania:** Volunteering in prisons was highlighted as a means of supporting rehabilitation and strengthening prisoners’ connections with the wider community. The influence of prison subcultures on rehabilitation was also identified as an issue requiring attention.
- **Germany:** Mediation and prosecutorial diversion are common. Policymakers are considering a wider use of electronic monitoring as a structured community measure. Therapeutic responses to drug use and mental health in prison are viewed as working well.
- **Austria:** Diversion and electronically monitored home detention are well established and continue to expand.
- **Poland:** justice fund which finances NGO-led post-release planning and other NGO partnerships.

Des mesures de déjudiciarisation existent au stade des poursuites, mais un nombre croissant de personnes sont renvoyées en prison ou placées en détention provisoire, ce qui exerce une pression sur les sanctions en milieu ouvert.

- **Irlande :** le programme « Community Return », combinant libération anticipée et travail d’intérêt général, a constitué une autre stratégie prometteuse, bien que son utilisation ait été plus limitée ces derniers temps. La probation existe depuis plus d’un siècle. Le travail d’intérêt général constitue une alternative juridique à part entière à la prison, mais le recrutement et la fidélisation du personnel sont difficiles, et sa mise en œuvre se heurte à de nombreux obstacles. La formation continue des magistrat·e·s et leur développement professionnel ont également été identifiés comme une pratique importante. En Irlande, les magistrat·e·s ont notamment eu l’occasion de visiter des établissements pénitentiaires dans le cadre de leur formation, ce qui a contribué à mieux comprendre les conditions de détention, la mise en œuvre concrète des décisions de condamnation et les réalités de la réadaptation.
- **Lituanie :** Le bénévolat en milieu carcéral a été mis en avant comme un moyen de favoriser la réadaptation et de renforcer les liens des personnes détenues avec la société en général. L’influence des sous-cultures carcérales sur la réadaptation a également été identifiée comme un enjeu nécessitant une attention particulière.
- **Allemagne :** La médiation et les mesures de déjudiciarisation par le ministère public sont courantes. Les décideurs envisagent un recours plus large à la surveillance électronique en tant que mesure structurée en milieu ouvert. Les approches thérapeutiques en matière de consommation de drogues et de santé mentale en prison sont considérées comme efficaces.
- **Autriche :** La déjudiciarisation et l’assignation à résidence sous surveillance électronique sont bien établies et continuent de se développer.
- **Pologne :** un fonds pour la justice finance la planification post-libération menée par des ONG ainsi que d’autres partenariats avec des ONG.

The use of electronic monitoring was also discussed as one response to prison overcrowding, illustrating how pressures on prison capacity can encourage greater consideration of alternatives to imprisonment. At the same time, penal populism was identified as a continuing challenge to evidence-based penal policy.

- **Finland:** Authorities are testing step-by-step responses when a person on probation reoffends, to avoid automatic return to prison. Evaluations stress the importance of supportive activities for community sanctions. Finland's extensive experience with open prisons was also highlighted. Open conditions can provide opportunities for meaningful work, maintenance of family relationships and gradual reintegration into the community, demonstrating the potential value of lower-security forms of imprisonment as part of sentence progression.
- **Switzerland:** Community sanctions are treated as a normal part of the penal system, supported by projects that bring together justice agencies and civil society.

SOUTH AMERICA

- **Costa Rica:** *The Segunda Oportunidad* ("Second Chance") programme reduces reoffending by tackling stigma and involving local communities. Discussions also highlighted challenges in securing sufficient institutional and financial support for open prison approaches, rehabilitation and post-release follow-up. Constraints on prison budgets and staffing can significantly affect the capacity to deliver sustained rehabilitative support.
- **Chile:** *Creciendo Juntos* ("Growing Together") provides family-centred rehabilitation and coordinated social services.

Le recours à la surveillance électronique a également été évoqué comme une solution possible au problème de la surpopulation carcérale, ce qui montre à quel point les contraintes liées à la capacité d'accueil des établissements pénitentiaires peuvent inciter à envisager davantage de mesures alternatives à l'incarcération. Parallèlement, le populisme pénal a été identifié comme un défi persistant pour une politique pénale fondée sur des données probantes.

- **Finlande :** les autorités testent des réponses progressives lorsqu'une personne sous mandat de probation récidive, afin d'éviter un retour automatique en prison. Les évaluations soulignent l'importance des activités d'accompagnement dans le cadre des sanctions en milieu ouvert. L'expérience approfondie de la Finlande en matière de prisons ouvertes a également été mise en avant. Le régime ouvert peut offrir des possibilités d'exercer un travail valorisant, d'entretenir des liens familiaux et de se réinsérer progressivement dans la société, ce qui démontre l'intérêt potentiel des formes de détention à sécurité réduite en regard du principe de progression central à l'exécution des sanctions.
- **Suisse :** les sanctions en milieu ouvert sont considérées comme faisant partie intégrante du système pénal, soutenues par des projets réunissant les instances judiciaires et la société civile.

AMÉRIQUE DU SUD

- **Costa Rica :** Le programme *Segunda Oportunidad* (« Deuxième chance ») réduit la récidive en luttant contre la stigmatisation et en impliquant les communautés locales. Les discussions ont également mis en évidence les difficultés rencontrées pour obtenir un soutien institutionnel et financier suffisant en faveur des approches pénitentiaires ouvertes, de la réadaptation et du suivi post-libération. Les contraintes budgétaires et de personnel dans les établissements pénitentiaires peuvent affecter considérablement la capacité à fournir un accompagnement de réadaptation durable.
- **Chili :** Le programme *Creciendo Juntos* (« Grandir ensemble ») propose une réadaptation centrée sur la famille et des services sociaux coordonnés.

- **Colombia:** Community engagement was highlighted as particularly important in environments affected by organised crime. Rehabilitation and prevention efforts need to engage communities rather than operating solely through correctional institutions.
- **New Zealand:** The role of volunteers in maintaining connections between prisons and communities was highlighted, alongside the importance of recognising prisoners' cultural backgrounds in prison management and rehabilitation. The value of prisons remaining connected to communities and, where possible, located close to prisoners' homes and families was also emphasised.

4. Areas Requiring Further Research and Analysis

1. How can States ensure humane conditions to support rehabilitative prison environments (Model Strategy 6) despite overcrowding and budget constraints?
2. What mechanisms ensure housing, healthcare, and employment support at the point of release (Model Strategy 9)?
3. How should correctional systems address substance use, mental health, and short-term sentences in ways consistent with Model Strategy 10?
4. What role should NGOs, peer-support, and community volunteers play, and how can States build stronger partnerships (Model Strategy 14)?
5. How can innovative practices (digital tools, community involvement, open prisons) be adapted across different national contexts?

- **Colombie :** L'engagement communautaire a été souligné comme particulièrement important dans les environnements touchés par le crime organisé. Les efforts de réadaptation et de prévention doivent impliquer les communautés plutôt que de fonctionner uniquement par l'intermédiaire des établissements pénitentiaires.
- **Nouvelle-Zélande :** Le rôle des bénévoles dans le maintien des liens entre les prisons et les communautés a été mis en avant, tout comme l'importance de prendre en compte les origines culturelles des personnes détenues dans la gestion pénitentiaire et la réadaptation . L'intérêt de maintenir le lien entre les prisons et les communautés et, dans la mesure du possible, d'implanter les établissements à proximité du domicile et de la famille des personnes détenues a également été souligné.

4. Domaines nécessitant des recherches et des analyses supplémentaires

1. Comment les États peuvent-ils garantir des conditions humaines favorisant un environnement carcéral propice à la réadaptation (stratégie-modèle n° 6) malgré la surpopulation carcérale et les contraintes budgétaires ?
2. Quels mécanismes garantissent un soutien en matière de logement, de soins de santé et d'emploi au moment de la libération (Stratégie type n° 9) ?
3. Comment les systèmes pénitentiaires devraient-ils aborder la consommation de substances, la santé mentale et les peines de courte durée d'une manière conforme à la Stratégie type n° 10 ?
4. Quel rôle les ONG, l'entraide entre pairs et les bénévoles locaux devraient-ils jouer, et comment les États peuvent-ils renforcer leurs partenariats (Stratégie type n° 14) ?
5. Comment les pratiques innovantes (outils numériques, implication de la communauté, prisons ouvertes) peuvent-elles être adaptées aux différents contextes nationaux ?

- | | |
|--|---|
| <p>6. How can States avoid laws and practices that undermine family contact (Model Strategy 6)?</p> <p>7. How can countries introduce a custody-as-last-resort rule while keeping public confidence?</p> <p>8. What safeguards are needed so that diversion does not widen the “net” of control (for example, giving supervision to people who would previously have been released without any action)?</p> <p>9. How can probation and community programmes be made gender-sensitive and culturally appropriate?</p> <p>10. How can prison and probation systems support staff well-being, professional resilience and capacity as essential components of effective rehabilitation?</p> <p>11. How can volunteering, civil society participation and other forms of community engagement be effectively integrated into prison rehabilitation and preparation for release?</p> <p>12. What approaches are appropriate for rehabilitation and quality of life for prisoners serving life or very long sentences, including older prisoners and those with limited prospects for release?</p> <p>13. How can judicial education and continuous professional development, prison oversight and stronger coordination between justice-sector institutions contribute to more effective rehabilitation and reintegration?</p> | <p>6. Comment les États peuvent-ils éviter les lois et pratiques qui nuisent aux liens familiaux (Stratégie type n° 6) ?</p> <p>7. Comment les pays peuvent-ils instaurer une règle de la détention en dernier recours tout en préservant la confiance du public ?</p> <p>8. Quelles garanties sont nécessaires pour que les mesures de déjudiciarisation n’élargissent pas le « filet » de contrôle (par exemple, en plaçant sous surveillance des personnes qui auraient auparavant été remises en liberté sans aucune mesure) ?</p> <p>9. Comment rendre la probation et les programmes en milieu ouvert sensibles aux spécificités de genre et culturellement adaptés ?</p> <p>10. Comment les systèmes pénitentiaires et de probation peuvent-ils favoriser le bien-être du personnel, sa résilience professionnelle et ses capacités, en tant qu’éléments essentiels d’une réadaptation efficace ?</p> <p>11. Comment le bénévolat, la participation de la société civile et d’autres formes d’engagement communautaire peuvent-ils être intégrés efficacement dans la réadaptation en milieu carcéral et la préparation à la libération ?</p> <p>12. Quelles approches sont appropriées pour la réadaptation et la qualité de vie des personnes détenues purgeant des peines à perpétuité ou très longues, y compris les personnes détenues âgées et celles dont les perspectives de libération sont limitées ?</p> <p>13. Comment la formation judiciaire et le développement professionnel continu, le contrôle des établissements pénitentiaires et une coordination renforcée entre les institutions du secteur judiciaire peuvent-ils contribuer à une réadaptation et à une réintégration plus efficaces ?</p> |
|--|---|

Propositions for Future Action

The IPPF:

1. Calls on States to fulfil their obligations to ensure prison conditions are in compliance with the United Nations Mandela Rules and Bangkok Rules and relevant regional instruments, noting that reducing reoffending cannot take place effectively in the absence of a decent and humane prison environment;
2. Calls on States to reduce overcrowding levels in prisons to support the possibility of reducing reoffending;
3. Calls on States to ensure that sentence planning, based on individualised assessment, is in place from the moment a sentence is implemented and continues after the prisoner is released into the community;
4. Calls on States to ensure no person leaving prison does so without planned access to health and social services;
5. Calls on States to ensure individualised education and training programmes for people in prison;
6. Calls on States to develop employment programmes for people in prison which are aligned to market needs and conditions;
7. Calls on States to ensure that prisoners have access to release procedures that are fair, accessible and transparent;
8. Calls on States to ensure prisons are integrated with the community and linked with community-based services;

Propositions d'actions futures

La FIPP :

1. Appelle les États à s'acquitter de leurs obligations afin de garantir que les conditions de détention soient conformes aux Règles Nelson Mandela et aux Règles de Bangkok des Nations unies, ainsi qu'aux instruments régionaux pertinents, étant entendu qu'une réduction effective de la récidive ne peut se faire en l'absence d'un environnement carcéral décent et humain ;
2. Appelle les États à réduire la surpopulation carcérale afin de favoriser la réduction de la récidive ;
3. Appelle les États à veiller à ce que la planification de l'exécution de la sanction, fondée sur une évaluation individualisée, soit mise en place dès le début de l'exécution de la sanction et se poursuive après le retour de la personne détenue dans la communauté ;
4. Appelle les États à veiller à ce qu'aucune personne ne quitte la prison sans qu'un accès aux services de santé et aux services sociaux ait été organisé ;
5. Appelle les États à garantir des programmes individualisés d'éducation et de formation pour les personnes détenues ;
6. Appelle les États à développer, à l'intention des personnes détenues, des programmes en matière d'emploi adaptés aux besoins et aux conditions du marché du travail ;
7. Appelle les États à veiller à ce que les personnes détenues aient accès à des procédures de libération équitables, accessibles et transparentes ;
8. Appelle les États à veiller à ce que les établissements pénitentiaires soient intégrés dans la communauté et reliés aux services en milieu ouvert ;

- 9. Calls on States to ensure people are not located unduly far from their community and promote access to their families;
- 10. Calls on States to ensure that the use of open prisons is maximised to the fullest extent possible;
- 11. Calls on states to ensure that prison design takes account of the need to engage with green spaces, the outdoors, and nature;
- 12. Calls on states to support efforts to reduce reoffending by facilitating people in prison to have opportunities to prepare for jobs in emerging sectors, particularly jobs in environmental sustainability;
- 13. Calls on human rights monitoring bodies for prisons to examine access to rehabilitation in their work.

- 9. Appelle les États à veiller à ce que les personnes ne soient pas placées indûment loin de leur communauté et à favoriser leurs contacts avec leurs familles ;
- 10. Appelle les États à veiller à maximiser, dans toute la mesure du possible, le recours aux prisons ouvertes ;
- 11. Appelle les États à veiller à ce que la conception des établissements pénitentiaires tienne compte de la nécessité de favoriser le contact avec des espaces verts, l'extérieur et la nature ;
- 12. Appelle les États à soutenir les efforts propres à réduire la récidive en facilitant l'accès des personnes détenues à des possibilités de se préparer à des emplois dans les secteurs émergents, en particulier dans le domaine de la durabilité environnementale ;
- 13. Appelle les organes de surveillance des droits humains dans les établissements pénitentiaires à examiner, dans le cadre de leurs travaux, l'accès à la réadaptation.

